SERVICES PUBLICS, SECU : RIPOSTE SOCIALE POUR UNE ALTERNATIVE

Chacun à leur manière Sarkozy pour EDF et Douste Blazy pour la Sécurité Sociale tentent de masquer les enjeux essentiels de la politique gouvernementale. Sonné par les résultats des élections régionales le Gouvernement fait en apparence profil bas, mais sans renoncer à la casse de l'Etat Social. Sa méthode : tenter de désamorcer les colères par des effets d'annonce (chômeurs, ASS, intermittents) qui attendent concrétisation. Cependant, ses orientations fondamentales restent inchangées et la casse des services publics suit son chemin. De même la "réforme" de la Sécurité sociale est la priorité du premier semestre 2004. Dans ces conditions, une nouvelle défaite, nécessaire, aux européennes ne suffira pas à le faire reculer. La vraie garantie c'est une mobilisation sociale de grande ampleur.

Les électriciens et gaziers refusant de capituler, Sarkozy entreprend de les endormir sur des thèmes ne touchant pas à l'ouverture du capital, comme l'engagement pour la filière EPR, donc l'enfermement dans l'impasse nucléaire, ou un coup de pouce sur les salaires. Cette volonté de contourner le coeur du problème traduit la faiblesse du gouvernement. En effet l'ouverture du capital ne convainc pas, y compris à droite, faute d'arguments sérieux. Dès lors le motif unique de la privatisation ressort de l'idéologie, du dogme ultralibéral. Cette obsession, nous en connaissons les dégâts dans le domaine de l'énergie : pannes géantes à New-York ou en Italie; résultats calamiteux de la privatisation en Californie.

La privatisation inquiète. On a pu mesurer les effets du sous-investissement dans le secteur ferroviaire en Grande Bretagne : déraillements et accidents meurtriers. Les dangers prévisibles dans le domaine du nucléaire font froid dans le dos ; alors que la durée de vie des centrales est d'ores et déjà prolongé pour des raisons budgétaires.Ce sont aussi des raisons budgétaires qui amènent à privatiser : à vendre les "bijoux de famille" pour financer les allègements fiscaux au bénéfices des possédants.

Inefficaces, dangereuses , les privatisations sont aussi antisociales : les plus démunis pouvant subir une dégradation de leur accès aux services élémentaires, quand ils n'en sont pas privés. L'Etablissement du Crédit Postal qui naîtra en 2005 va accoucher d'une Poste duale : les bureaux lépreux pour les plus pauvres, la banque postale (ECP) dans les zones rentables. La banalisation du livret A renforcera la crise du logement social que cette épargne finance pour partie. De même le plan hôpital 2007 mettra en concurrence les hôpitaux et les cliniques avec une "tarification à l'activité". Aujourd'hui la CMU est fragilisée, et l'Ame (Assistance Médicale des Etrangers) supprimée. Demain un malade ne sera pas correctement soigné s'il n'offre pas de garanties financières. De tels projets sont dénoncées par MSF (Médecins Sans Frontières) et de nombreux médecins comme une aberration à haut risque en terme de santé publique. Douste Blazy préfère écarter ces mises en cause, et fait diversion en montant en épingle la fraude à la carte Vitale, ou les arrêts de travail de complaisance, dans un renversement des responsabilités assez osé. Car les accidents du travail, le stress dû à l'intensité accrue du travail, les maladies professionnelles, dont beaucoup ne sont pas reconnues, brisent des vies et coûtent cher aux salarié-e-s et à la Sécu. Déjà responsables de conditions de travail parfois insupportables, le patronat creusent le déficit en bénéficiant depuis des années, et de plus en plus, d'exonérations de charges. Malgré une réduction drastique des droits des chômeurs, l' Unedic sombre dans les déficits. Les mêmes causes produiront les mêmes effets pour l'Assurance Maladie : malgré les ponctions sur les assurés la Sécurité Sociale restera dans le rouge, notamment faute de réduction du chômage.

En conséquence ce sont d'autres solutions, qu'il faut imposer : contribution accrue du patronat, taxation de la spéculation financière, politique de prévention, renforcement de l'intervention des syndicats et salariés sur les questions d'hygiène et sécurité et contre la souffrance au travail, contrôle sur les profits et orientations des industries pharmaceutiques, refus de la marchandisation galopante des politiques de santé.

Nous ne pouvons aborder ces enjeux essentiels et gagner qu'en confrontation avec les thèses

des libéraux, donc par un effort considérable d'information dont peuvent être porteurs les collectifs unitaires de défense de la Sécu, et par la mobilisation face à la tentative du pouvoir de passer en force, il est urgent de faire monter la pression sociale. La manifestation du 27 Mai à l'appel des personnels et organisations syndicales d'EDF-GDF, celle du 5 juin pour la sauvegarde de la Sécurité sociale, sont des rendez-vous majeurs.

Des signes positifs de mobilisation existent comme l'élargissement des appels à la manifestation du 27 Mai.
Ces mobilisations ne doivent pas être un baroud d'honneur mais un début.
La riposte, si le gouvernement s'obstine, devra être à la hauteur des enjeux et aller si nécessaire jusqu'à la grève reconductible des salariés du public et du privé.

Pour une gauche alternative, pour une nouvelle société, égalitaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes.

C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation Humaine.

Ecologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. Le développement soutenable et équitable est la réponse pour un autre futur (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).
Féministes, les Alternatifs combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps.
L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.
Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.
Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement: l'adhérent-e ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste.

Les Alternatifs
40, rue de Malte – 75011 PARIS
Tél : 01 43 57 44 80 – Fax : 01 43 57 64 50
E-mail : alternatifs@wanadoo.fr
www.alternatifs.org

Pour prendre contact :

Nom .....

Prénom.....

Adresse .....

.....

Tél. .....

Mail.....

Imprimerie Expressions 2 - Mai 2004